

mardi, 13. Décembre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Cyberparc de Sidi Abdellah : Une ville moderne.....</i>	<i>2</i>
<i>Tourisme : Au cœur des préoccupations de l'Algérie</i>	<i>2</i>
<i>Augmentation du prix du poulet : La baisse de la production à l'origine</i>	<i>3</i>
<i>Alnaft chargée de mettre en œuvre la réduction de la production : 50.000 barils par jour ...</i>	<i>4</i>
<i>M. Guigou : « l'Algérie en passe de retrouver son destin de grande puissance »</i>	<i>4</i>
<i>Zeralda-Alger : Le train siffle depuis hier</i>	<i>5</i>
<i>Les projets ferroviaires de l'Algérie tiennent toujours la route.....</i>	<i>6</i>
<i>Ouverture de la 10ème édition Euromaghrébine de la communication publicitaire.....</i>	<i>7</i>
<i>Coopération algéro-allemande : Production d'huile lentisque</i>	<i>7</i>
Commerce	8
<i>Les châssis de la Renault Symbol algérienne importés de Russie</i>	<i>8</i>
Régions.....	8
<i>Filière lait à Ghardaïa : une référence.....</i>	<i>8</i>
<i>Le quai d'accostage de Cap Falcon réceptionné en juin 2017.....</i>	<i>9</i>
<i>Tlemcen: La production de poisson en hausse</i>	<i>9</i>
<i>Marché de gros des Eucalyptus: Un bénéfice de 25 mns de DA réalisé à décembre 2016 ...</i>	<i>10</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Cyberparc de Sidi Abdellah : Une ville moderne

Source : El Moudjahid

La ville nouvelle de Sidi Abdellah (ouest d'Alger), inaugurée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, se veut un modèle de ville moderne et d'organisation urbanistique harmonieuse. Les pouvoirs publics comptent faire de Sidi Abdellah, une ville intelligente et intégrée, pour être un exemple à suivre dans la réalisation des autres villes nouvelles et projets de réhabilitation des villes anciennes.

Elle fait partie des cinq villes nouvelles (en plus de Bouinan, Boughezoul, Hassi Messaoud et El-Ménéa) voulues dans le cadre de la stratégie engagée avec la promulgation, en 2002, de la loi relative à la création des villes nouvelles dans l'objectif de créer des espaces urbanistiques cohérents et maîtrisés. La création de la ville nouvelle de Sidi Abdellah a été officiellement décidée en 2004, tandis que la déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de certains ouvrages, équipements et infrastructures est intervenue en 2008.

Pour les logements, il est prévu de livrer, dans une première phase, 3.067 unités dans les tout prochains jours, composés de 1.067 logements promotionnels publics (LPP) pour mercredi prochain, et 2.000 unités sous la formule location-vente (AADL) pour samedi prochain. Contrairement à ce qui se pratiquait auparavant, les cités doivent disposer de toutes les commodités nécessaires tels les établissements scolaires, crèches, espaces verts, jardins et espaces de jeux et de loisirs. Ces cités sont également dotées d'environ 300 locaux commerciaux distribués en

fonction des besoins quotidiens des résidents. Ces commerces de proximité permettront la création de 1.200 emplois directs dans divers secteurs d'activités avec obligation pour les bénéficiaires de respecter un cahier des charges rigoureux et cohérent en matière de gestion moderne des villes. Par ailleurs, la ville est dotée de plusieurs bureaux de services dédiés aux prestations bancaires, postales, télécoms et autres. Les résidents profiteront en outre de la fibre optique permettant un accès à un haut débit au téléphone et à l'Internet, en plus de la connexion Wifi dans les espaces publics. Concernant l'éclairage public, des photovoltaïques ont été installés confirmant ainsi l'orientation de Sidi Abdellah en tant que ville "verte" répondant aux normes internationales en matière d'écologie. Par ailleurs, il y a lieu de relever la mise en place d'antennes paraboliques collectives pour éviter la dégradation des façades, et d'un système d'accès numérique permettant l'accès aux habitants via une carte magnétique ou l'empreinte digitale. Les résidents se verront interdire l'installation de fer forgé, appelé communément "barreaudage", aux fenêtres à l'exception des habitants du 1er étage qui doivent bénéficier d'une autorisation spéciale à cet effet et à condition de respecter un modèle précis. S'agissant de la propreté des cités, un plan de collecte des ordures a été élaboré et sera pris en charge par l'entreprise Extranet qui va recourir pour la première fois à la technique d'enfouissement des déchets ménagers et au tri sélectif. Un soin particulier a été accordé à l'aspect esthétique de la ville nouvelle à travers la construction d'une imposante entrée et d'une grande fontaine et la mise en place de gazon aux abords des principaux accès. Parallèlement, plusieurs projets de loisirs et de divertissements ont été lancés à l'image d'un grand parc de sports et de loisirs de 30 hectares, et un karting. L'inauguration de la première tranche de la ville nouvelle de Sidi Abdellah a coïncidé avec celle de la ligne

ferroviaire Birtouta-Zeralda qui comprend cinq gares, à savoir Birtouta, Tassala El-Merdja, Sidi Abdellah, Sidi Abdellah Université et Zeralda ville. Cependant, les investissements publics et privés devront se poursuivre au cours des prochaines années pour concrétiser l'ambition de la ville nouvelle de Sidi Abdellah qui aspire au renforcement économique des capacités que recèle la capitale, d'une part, et la prise en charge des besoins sociaux de ses habitants d'autre part. Cette ville nouvelle, qui s'étend sur 7.000 hectares répartis entre 3.000 hectares l'urbanisable et 4.000 hectares de périmètre de protection, englobe les communes de Mahelma, Zeralda et Douéra. Elle compte 27 agglomérations où des projets sont prévus pour la réalisation de près de 54.000 unités de logements. Outre le pôle urbanistique, Sidi Abdellah compte de nombreux pôles notamment pharmaceutique et biotechnologique (148 hectares), de santé (51 hectares) et de loisirs et sport (732 hectares). Environ 120.000 postes d'emplois directs devront être pourvus dans le cadre de la réalisation de centaines de projets publics et privés, en plus des investissements avec des partenaires étrangers, selon les prévisions. Les travaux de viabilisation de la ville nouvelle de Sidi Abdellah ont été confiés à un groupement de sociétés publiques, conduit par Cosider, en vertu de deux contrats pour une valeur globale de 84,3 milliards de dinars.

Tourisme : Au cœur des préoccupations de l'Algérie

Source : El Moudjahid

Le secteur du Tourisme est aujourd'hui au cœur des préoccupations de l'Algérie, à travers l'encouragement de l'investissement local et du partenariat entre les entreprises publiques et étrangères, a déclaré, au Caire, le ministre de l'Aménagement du territoire, du

Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Nouri. Intervenant lors d'une séance de travail dans le cadre de sa visite de travail en Égypte, M. Nouri a mis l'accent sur l'intérêt qu'accorde l'Algérie au secteur du Tourisme, traduit par la mise en place d'un dispositif législatif et organisationnel visant à encourager et à faciliter l'investissement dans ce domaine. L'Algérie, par sa superficie du plus grand pays d'Afrique et ses atouts et ressources naturelles, œuvre aujourd'hui à transformer cette richesse en un produit touristique répondant aux normes internationales, a affirmé M. Nouri. Évoquant le dispositif législatif et organisationnel, M. Nouri a expliqué les mesures incitatives offertes aux investisseurs, notamment l'accès au foncier touristique et la simplification des procédures, ainsi que l'accompagnement financier en matière d'obtention de crédits bancaires et l'encouragement du partenariat entre les entreprises algériennes et étrangères. Abordant la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme, le ministre a exprimé le souhait de tirer profit de l'expérience de l'Égypte, «une destination touristique mondiale par excellence», a-t-il dit. M. Nouri a estimé, dans ce contexte, que sa visite en Égypte est une opportunité pour relancer le programme exécutif approuvé lors de la réunion de la haute commission algéro-égyptienne au Caire, en novembre 2014, présidée par les Premiers ministres des deux pays.

Rappelant que ce programme est axé sur «le renforcement du partenariat dans le domaine de l'investissement touristique, la formation et l'échange d'expériences», le ministre a appelé à se mettre en œuvre suivant les mécanismes arrêtés par la commission mixte.

Ce programme «consacre la volonté politique des autorités des deux pays de renforcer les liens d'amitié et de fraternité et la coopération dans ce domaine», a-t-il

indiqué, soulignant l'examen de la possibilité de la mettre en place des programmes de formation de cadres dans différents domaines, en fonction des besoins de l'Algérie. Par ailleurs, le ministre a fait état de «l'intérêt particulier» des touristes algériens pour l'Égypte, estimant que «leur nombre peut augmenter si une amélioration des conditions est enregistrée, en mettant fin, notamment aux désagréments qu'ils subissent à leur arrivée aux aéroports égyptiens». M. Abdelouahab Nouri, et son homologue égyptien Mohamed Yahia Rached avaient abordé auparavant la facilitation des mécanismes d'octroi de visas entre les deux pays.

Augmentation du prix du poulet : La baisse de la production à l'origine

Source : El Moudjahid

Le prix du poulet a connu ces dernières semaines une importante hausse. Celui-ci est passé de 280 DA le kilo, le mois dernier, à 380 DA ce week-end, soit une hausse de près de 10% en moins d'un mois. Pour ce qui est des raisons de cette hausse, le président-directeur général du groupe Orac (Office régional d'aviculture du Centre), Mohamed Aïssat Aoudir, affirme que «cette augmentation est due au manque de l'offre par rapport à la demande». Pour ce responsable, les aviculteurs ont subi d'importantes pertes, à cause de la baisse du prix qui a chuté jusqu'à 200 DA le kilo, il y a quelques mois, ce qui les a poussés à baisser leur production.

Ce manque de production de la viande blanche a provoqué une hausse sur le marché. «Aujourd'hui, la demande sur ce produit est plus forte que l'offre», a expliqué le Pdg d'Orac. Ce dernier estime que la production de la volaille répond à des critères bien définis, mais la plupart des producteurs privés ne les

remplissent pas. Il s'agit, notamment, de la climatisation, de l'éclairage, de l'aliment et de la propreté sur les sites de production.

Pour Mohamed Aïssat Aoudir, cette insuffisance influe fortement sur la production de la volaille, même si l'Algérie produit aujourd'hui 500 millions de poussins. «Aujourd'hui, nous n'importons rien de l'étranger, tout est produit en Algérie. Avant, on produisait uniquement le poulet de chair. Nous avons ensuite la production des poules mères qui produisent de l'œuf qui donne le poussin», explique le Pdg du groupe Orac, citant l'exemple de la wilaya de Batna qui est spécialisée dans la production des poussins.

La wilaya est connue pour sa production de poulet et de viande. «Aujourd'hui, deux sociétés algériennes, l'une privée et l'autre publique, sont spécialisées dans la production de la mère poule et les poules grand-mères. Donc, nous avons constitué une chaîne de production de la volaille, même la production de la dinde», a souligné le PDG, qui soutient que l'Algérien consomme aujourd'hui une moyenne de 14 kg par an, alors que durant les années 1980, il en consommait la moitié. «C'est une avancée appréciable», précise le Pdg qui annonce que son groupe a investi récemment dans les abattoirs de volaille. Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), M. Hadj Tahar Boulouar, a, lui aussi, attribué l'augmentation des prix du poulet au manque de l'offre, qui est, selon lui, «inférieure à la demande». M. Boulouar a expliqué qu'il s'agit, en premier lieu, «de l'insuffisance de la production nationale de viandes blanches».

Selon lui, la production actuelle, qui est estimée à 350.000 tonnes par an, ne couvre pas la demande estimée à 400.000 tonnes par an. La même source a également cité d'autres facteurs qui sont derrière cette

hausse. Selon lui, 60% des éleveurs du poulet utilisent un matériel traditionnel (élevage dans les poulaillers, gaz butane). Il évoquera d'autres raisons qui ont également contribué à cette hausse des prix, dont le manque de marchés de proximité. Le manque de chambres froides pour stabiliser l'approvisionnement des marchés pénalise également les éleveurs. M. Boulenouar évoque aussi l'insuffisance du nombre des grands abattoirs qui permettent une transformation régulière et un écoulement plus facile du produit.

[Alnaft chargée de mettre en œuvre la réduction de la production : 50.000 barils par jour](#)

Source : El Moudjahid

L'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaft) a été chargée par le ministère de l'Energie d'appliquer la décision de réduction de la production pétrolière du pays dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'Alger, de limitation de la production Opep, apprend-on auprès de ce ministère.

«Par instruction du 11 décembre 2016, le ministre de l'Energie a instruit l'Agence de régulation des hydrocarbures (Alnaft) de faire procéder par les contractants de gisements d'hydrocarbures liquides à une réduction totale de leur production d'hydrocarbures liquides de 50.000 barils par jour (mbj) à répartir équitablement entre tous les contractants, et ce, à compter du 1er janvier 2017 pour une première période de 6 mois. Cette période pourrait être reconductible", a indiqué hier le ministère de l'Energie. Pour rappel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avait décidé, le 30 novembre dernier à Vienne, de réduire sa production de pétrole d'environ 1,2 mbj à 32,5 mbj à partir du 1er janvier 2017, en

approbation de la proposition algérienne pour mettre en œuvre l'accord d'Alger. Samedi dernier à Vienne, onze pays producteurs non-membres de l'Opep se sont également engagés, lors d'une réunion avec les membres de cette organisation, à réduire leur production d'environ 558.000 barils/jour à compter du 1er janvier 2017. L'Opep et les onze producteurs non membres ont ainsi conclu un accord, le premier du genre depuis une quinzaine d'années, pour agir ensemble en réduisant leur production d'un total avoisinant 1,8 mbj à partir de janvier 2017. Les onze pays hors-Opep qui se sont engagés à cette décision sont l'Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan et Sud Soudan. Un Comité ministériel de suivi de l'accord du 30 novembre se dotera bientôt d'un mode de fonctionnement et de mécanismes pour suivre la mise en œuvre de l'accord. Composé de représentants de l'Algérie, du Koweït et du Venezuela et de deux représentants de pays non-Opep (Russie et Oman), ce Comité se réunira dans les jours à venir pour finaliser les modalités de son fonctionnement.

La Russie va créer un groupe spécial pour superviser la réduction de sa production pétrolière

La Russie va créer un groupe de surveillance destiné à garantir le respect de la réduction de sa production pétrolière, une mesure récemment décidée dans le cadre d'un accord entre les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les pays non-membres, a déclaré dimanche le ministre russe de l'Energie Alexander Novak. "Nous allons créer un groupe national de surveillance au cours d'une rencontre avec nos compagnies pétrolières. La chose la plus importante est d'assurer une baisse de la production pétrolière dans l'ensemble du pays", a estimé M. Novak, qui se trouvait

à Vienne pour les négociations attendues de longue date, selon l'agence de presse RIA Novosti.

M. Novak a ajouté qu'il rencontrerait la direction des compagnies pétrolières russes la semaine prochaine, afin de discuter des détails de cette réduction de la production. Samedi, onze pays producteurs de pétrole non-membres de l'OPEP, dont la Russie, ont accepté de réduire leur production de pétrole de 558.000 barils par jour environ. Cette décision fait suite à l'accord atteint en novembre au sein de l'OPEP pour réduire la production d'1,2 million de barils par jour.

Il s'agit du plus grand effort déployé au cours des 15 dernières années par les pays riches en pétrole pour redynamiser le marché pétrolier mondial.

Selon ces accords, la Russie va faire baisser sa production de 200.000 à 300.000 barils par jour en 2017, pour arriver progressivement à une production totale de 10,947 millions de barils par jour.

Par ailleurs, le ministre azerbaïdjanais de l'Energie Natig Aliyev, a indiqué samedi dernier, que la Russie et le Koweït allaient présider un comité chargé de surveiller la bonne application de cet accord.

[M. Guigou : « l'Algérie en passe de retrouver son destin de grande puissance »](#)

Source : El Moudjahid

L'Algérie est en passe de retrouver son destin de "grande puissance" en Méditerranée et en Afrique, a estimé le chercheur français spécialiste de la Méditerranée, Jean-Louis Guigou, affirmant que "sans bouleversements intempestifs, l'économie et les mentalités se transforment en profondeur". "L'Algérie

est en passe de retrouver son destin de grande puissance en Méditerranée et en Afrique. Sans bouleversements intempestifs, l'économie et les mentalités se transforment en profondeur. Se dessine une vision ambitieuse et historique pour les Algériens, mais aussi une vision qui doit parler aux Méditerranéens, aux Africains, et aux Européens", a expliqué Jean-Louis Guigou, président de l'Institut de prospection économique du monde méditerranéen (Ipemed, Paris), dans une analyse publiée par le quotidien économique français La Tribune. Pour lui, "l'Algérie emprunte deux chemins qui traversent son territoire. Le premier c'est celui de l'industrialisation du nord de l'Afrique, de l'Egypte au Maroc, avec l'Algérie au centre. Le second chemin, selon un axe Nord-Sud, c'est celui de la Dorsale Transsaharienne, d'Alger à Lagos, contribuant au développement du Sahel, tout en reliant l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne", faisant observer que ce pays, "conscient de son retard", accélère sa diversification économique. Il a soutenu, à cet effet, que le thème de la diversification industrielle est au centre des réflexions et des propositions, et "sont désormais considérées comme prioritaires les industries d'assemblage (automobile et technique), les industries de base (sidérurgie et pétrochimie), l'industrie agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique, et l'industrie numérique". "L'Algérie prend ainsi, progressivement, avec une place centrale grâce à sa position géographique et à l'abondance de ces matières premières et énergétiques, le chemin de l'industrialisation de la rive Sud de la Méditerranée", a-t-il affirmé, considérant que "la Ruhr du XXIe siècle pourrait être nord-africaine". D'après lui, "il y a bien un mouvement historique, de grande ampleur, qui positionne le Nord de l'Afrique comme la grande zone industrielle en complément de l'Europe" et qui est entretenu et accéléré par le dynamisme "extraordinaire" des entrepreneurs locaux qui amènent

les Allemands à s'interroger "l'Afrique sera-t-elle l'Asie du XXIe siècle ?".

Le président de l'Ipemed a expliqué ce mouvement industriel par les "nouveaux comportements" des entrepreneurs européens qui commencent, selon lui, "à comprendre les bienfaits de la coproduction et du partenariat, avec un pied au Nord et un pied au Sud de leur chaîne de valeurs". Il a soutenu également que ce mouvement est "fortement" accéléré par les Chinois qui vont délocaliser 85 millions d'emplois manufacturés en Afrique, et se positionner sur la rive sud de la Méditerranée pour approvisionner l'Europe. Ce qui lui laisse indiquer que l'Algérie "entend profiter de ce mouvement, tant ses richesses minières et humaines et sa «profondeur» africaine lui attribuent un rôle stratégique", soulignant que ce premier chemin d'industrialisation est "d'autant plus pertinent pour engager le pays qu'il se croise avec un deuxième chemin Nord-Sud que les Algériens veulent et vont construire". Il a précisé que ce second chemin, en chantier, est celui du transport, de la logistique de la communication, des connections gazières, et du développement du Sahel. Cependant, il a estimé que pour mener à bien ce grand projet géopolitique d'une "Algérie à la croisée des chemins", elle doit surmonter trois difficultés : faire revenir ses élites de France, d'Europe et d'Amérique, retrouver le chemin de l'intégration et de la coopération maghrébine et "réconcilier", enfin, ces deux pays amis, la France et l'Algérie. "Les Algériens et les Français sont à la Méditerranée ce que les Allemands et les Français sont à l'Europe : des frères ennemis qui doivent redevenir de vrais bons amis capables de construire ensemble leur avenir mais aussi l'avenir au sein d'un ensemble Afrique-Méditerranée-Europe, transformant les relations Nord-Sud en relations de confiance, de coproduction, et de mobilité généralisée", a-t-il recommandé.

Zeralda-Alger : Le train siffle depuis hier

Source : Le Soir d'Algérie

Le train reliant Zeralda-Alger a sifflé hier. Des centaines de voyageurs étaient à bord du train de 11h30, qui a démarré de la station de train de Zeralda à destination de la gare d'Agha, à Alger. La liaison a connu un grand engouement de la part de la population de la banlieue ouest d'Alger, pour son jour inaugural, où le trajet est proposé gratuitement aux passagers. A bord du train, les familles qualifient ce nouveau moyen de transport «d'un grand événement».

A quelle heure est prévu le premier départ de Zeralda vers la gare d'Agha à Alger ? A quelle heure est prévu le dernier départ d'Alger ? Quels sont les horaires du train de la liaison Zeralda-Alger ? Quelles sont les stations desservies ? Dois-je changer de correspondance une fois arrivé à Tassala El Merdja pour continuer vers Alger ? Combien de temps dure le trajet ? Comment faire une carte d'abonnement ? Quel est l'intervalle entre chaque navette ?

Mme Haffar Wassila, chef de service de la station de Zeralda, imperturbable, répond avec beaucoup de patience à toutes les demandes d'informations des citoyens, venus nombreux pour découvrir, en ce premier jour, la station de train de Zeralda. Elle veille au bon fonctionnement du service, accompagnée par Salah Mohamed, responsable de toutes les opérations au niveau des voies, qui tente de soulager sa collègue en fournissant, à son tour, des informations aux citoyens. Les deux responsables étaient pris d'assaut par les citoyens à l'affût des moindres détails sur cette liaison qui «vient les soulager du cauchemar de la circulation routière quotidienne». «Nous voulons que cette belle station devienne un pôle, aidez-nous s'il vous plaît avec

«votre civisme à la garder dans son bon état» glissait cette chef de gare entre ses réponses. Les deux collègues ont subi un véritable interrogatoire. Citoyens et journalistes venus nombreux pour faire des reportages ne leur ont pas donné de répit. Mais on pouvait leur arracher un sourire à chacune de leur réponse. Et ils ne se sont pas lassés de répondre aux mêmes interrogations des citoyens à chaque fois.

Tout en rappelant que le premier départ de Zeralda est prévu à 6h15 et le dernier départ à 20h00, à raison d'une heure entre chaque navette, Mme Haffar demande à ses interlocuteurs un peu de patience avant d'afficher le tableau des horaires des navettes de trains. Les horaires d'une navette à une autre défilent, toutefois, sur un téléaffichage. «Vous avez un quart d'heure pour effectuer la navette Zeralda-Tassala (Birtouta), si vous voulez aller vers Blida vous devez changer de correspondance à cette station, autrement, vous avez environ 40 minutes pour arriver jusqu'à la gare d'Agha, Alger, sur la même rame, à raison de trois minutes d'arrêt à chaque station», explique encore cette responsable à un groupe de citoyens qui l'entourait.

Profitant d'une belle journée ensoleillée et fériée, de nombreuses familles de la banlieue ouest de la capitale ont décidé de faire donc la découverte. Elles étaient nombreuses à flâner, avec leurs enfants, dans ce grand espace que leur offre la station. Des jeunes et des moins jeunes se bouscuaient devant le jet d'eau placé juste devant l'entrée de la gare pour prendre des selfies.

De nombreux agents de sécurité sont placés aussi pour veiller à une bonne organisation et orienter les citoyens. D'ailleurs, malgré ce grand monde, il n'y avait eu aucune anarchie. En plus d'un grand parking, des bus Etusa desservent aussi la station de train et la station de bus

de Zeralda. Des bus desserviront aussi Alger-Centre (Tafourah) et Ben Aknoun à partir de la station de train, nous confiait le chef des agents de ces bus publics.

«Ce train va changer notre vie, c'est un grand soulagement, nous espérons qu'il aura de nouvelles rames», nous confient des familles à bord de la navette Zeralda-Alger. Pour elles, c'est d'ailleurs «un événement». «Je laisserai ma voiture au parking de la station et je prendrai le train vers Alger, désormais. J'ai eu un appartement AADL, j'ai été très content, mais ma joie de voir le train traverser notre localité est inqualifiable», nous dévoile encore un père de famille, venu avec sa femme et ses deux enfants de Mahelma pour essayer ce trajet, avant de l'emprunter quotidiennement pour rejoindre son travail.

Un trajet qu'il fait en deux heures chaque jour, dit-il, «quand tout va bien». Désormais pour venir sur Alger de Zeralda, le trajet via la ligne ferroviaire s'effectue en 45 minutes à raison de 70 dinars un billet aller. Les responsables de la station nous assurent que de nouvelles rames vont venir renforcer le trafic d'ici deux à trois mois pour répondre à la demande des passagers qui seront, sans aucun doute, trop nombreux à emprunter la voie ferrée pour éviter la file d'embouteillage qui caractérise cette destination.

[Les projets ferroviaires de l'Algérie tiennent toujours la route](#)

Source : Maghreb Emergent

1700 km en 99, 4000 km aujourd'hui, 6000 prochainement... les grands projets ferroviaires de l'Algérie ne sont pas affectés par la chute des revenus pétroliers. L'âge d'or du rail ne ferait que commencer...

L'inauguration de la nouvelle ligne ferroviaire Birtouta-Zeralda, dans la wilaya d'Alger intervenue dimanche n'est qu'un jalon dans la longue épopée du chemin de fer en Algérie qui ne cesse de s'étendre. En 1999, le linéaire en voies ferrées disponible était de 1700 km, il a atteint un niveau de 4000 km après l'achèvement de certains projets, dont la pénétrante de l'ouest allant de Sidi Bel Abbés à Béchar, aux confins du désert.

Il est même prévu qu'il atteigne à la réception de nombreux autres projets en cours environ 6.000 km puis 12.500 km, selon les déclarations de Fridi Azzedine, le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), lors d'une visite au siège de l'agence de Boudjemaa Talai, ministre des Transports en février dernier.

Le ministre avait eu droit à une présentation retraçant les différentes phases de réalisation des nouvelles lignes ferroviaires et le ministre a repris les points forts du programme gouvernemental de maillages ferroviaire du territoire national.

Dès l'achèvement de tout le programme ferroviaire national, avec notamment le maillage de tout le Nord, le linéaire total atteindra les 12.500 km, les voies de service non comprises, ce qui constitue le sextuple du linéaire de 2008, selon Anesrif. Cette agence opère un descriptif de ses nombreux projets comme la rocade nord et ses dessertes qui irriguent les principales villes du nord de l'Algérie allant des frontières Est vers les frontières Ouest sur 1200 Km.

Il y a aussi la rocade des Hauts Plateaux pour désenclaver les villes et aboutir à l'exploitation économique de cette région avec une rocade parallèle à

celle du Nord. Longue de 1160 km, elle s'étend elle aussi de l'Est du pays (Tébessa) vers l'Ouest (Moulay Slissen).

Les projets maintenus malgré la crise

Boudjemaa Talai a évoqué, à plusieurs reprises, le chantier de la grande boucle ferroviaire des Hauts-Plateaux qui connaît, malgré tout, des difficultés sur le terrain. Le ministre a expliqué ces retards par l'éternel problème des expropriations, tout en rassurant sur la poursuite du chantier jusqu'à sa réception. La ligne minière est également au programme pour constituer le lien avec les mines du Sud Est algérien d'Annaba (port commercial, métallurgie) vers les mines de Djebel Onk, à 388 km.

Quant à la pénétrante Ouest (Tabia-Béchar) longue de 574 km, elle longe la frontière Ouest de l'Algérie tandis que la pénétrante El Gourzi-Tougourt de 417 km permet de désenclaver les villes des Oasis et de servir le pôle pétrolier de la ville nouvelle de Hassi Messaoud.

En ce qui concerne la boucle du Sud Est, Anesrif souligne, sur son site, que le premier tronçon relie El Khemis (au Nord) et Djelfa sur 275 km et le second tronçon de 110 km relie les villes de Djelfa et Laghouat. Enfin un 3ème tronçon (425 km) va de Laghouat à Hassi Messaoud en passant par Ouargla. Anesrif évoque également la boucle du Sud-Ouest de 1500 km de voies ferrées en allant de Ghardaïa jusqu'à la jonction avec la ville de Béchar.

En 2015, le ministre des Transports, Boudjemaa Talai a donné le coup d'envoi des travaux d'autres lignes comme le raccordement de la zone de Bellara au port de DjenDjen sur une distance de 48,59 km et le dédoublement du tronçon de la ligne Jijel/El Milia. Il y a

aussi le projet sur la ligne ferroviaire en cours d'études Sétif-Jijel sur 130km.

Dans le wilaya de Ain Defla, le projet El Affroune/Khemis Mliana présente un linéaire de 56 km et le projet Khemis/Oued Foda d'un linéaire de 67 km, dans lequel deux nouvelles gares ferroviaires ont été inaugurées à savoir la gare de Rouina et la gare d'Arib.

Le ministre des transports a régulièrement souligné que les grands projets du secteur seront maintenus malgré la crise financière. Au début de l'année, il a affirmé que tous les projets en cours de réalisation seront livrés dans les délais impartis en fonction de la disponibilité du financement et des moyens. C'est le cas notamment pour le projet de ligne ferroviaire reliant la zone industrielle d'Arzew et la ville.

[Ouverture de la 10ème édition Euromaghrébine de la communication publicitaire](#)

Source : Algérie Eco

«Le rôle de la communication dans la dynamisation de l'activité économique» est le thème de la 10ème édition euromaghrébine de la communication publicitaire qui se tient à partir d'aujourd'hui dimanche à Alger, ont annoncé hier les organisateurs de l'évènement.

Durant les deux jours que durera la manifestation, les opérateurs nationaux et étrangers qui prennent part, profiteront de cette occasion pour explorer, analyser, et enrichir la réflexion sur les questions que pose cette thématique, précise-t-on.

Selon la même source, ces rencontres permettront d'aller vers«l'identification des acteurs qui évoluent dans ce secteur afin de favoriser une concertation continue au service de la collectivité locale, créant ainsi une synergie entre les opérateurs, les annonceurs et les consommateurs».

Cette édition est une opportunité donnée aux professionnels du secteur entre-autres : agences, annonceurs, distributeurs et spécialistes des études marchés, pour se pencher aussi, sur le thème de «La communication extérieure sur la ville de demain», où la conception et les nouveaux modèles de développement de l'urbanisme et des métropoles du futur seront particulièrement examinés.

[Coopération algéro-allemande : Production d'huile lentisque](#)

Source : Transaction d'Algérie

Vingt-six (26) femmes de la wilaya d'El Tarf bénéficieront, d'un stage de formation pratique dans la cueillette et l'extraction de l'huile de lentisque, dans le cadre d'un accord de coopération algéro-allemand, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur local de l'environnement.

Ce stage d'une semaine qui débutera mardi prochain dans la ville de Bizerte (Tunisie) ciblera des femmes rurales des localités frontalières d'Oum Théboul et Bougous d'El Tarf, a précisé M. Kouider Ferraoune. Ce stage pratique s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme GENBI (gouvernance environnementale et biodiversité), initié par le ministère des Ressources en eau et de l'environnement en partenariat avec l'agence de coopération allemande GIZ, a-t-on encore noté. Dispensée par un centre

tunisien spécialisé en plantes aromatiques et médicinales, cette formation consolidera les connaissances théoriques portant l'amélioration du procédé d'extraction de l'huile de lentisque de ces femmes rurales et complétera la formation de trois (3) jours organisée à El Kala, du 07 au 09 décembre courant, a-t-on fait savoir de même source. Deux kits d'extraction et de distillation de l'huile de lentisque seront mis à la disposition de ces femmes rurales dès leur retour de cette formation, a indiqué la même source, rappelant qu'il s'agit de la 2ème session retenu dans ce cadre. Appelée à améliorer le procédé d'extraction de ce produit de forêt, notamment l'huile essentielle dont le prix du litre atteint les 3000 euros, ce cycle de formation s'inscrit, a-t-il ajouté, dans l'accompagnement technique de ces femmes rurales qui s'adonnent à cette activité d'une manière traditionnelle. Selon la même source, un bureau d'études français spécialisé dans la certification des huiles essentielles s'est rendu, par ailleurs, vendredi dernier, dans la wilaya d'El Tarf, dans le cadre des perspectives visant l'amélioration de la qualité d'extraction de ce produit de forêt sur la base d'un diagnostic fiable, et ce, avant sa certification internationale qui permettra la valorisation de ce produit de forêt.

COMMERCE

Les châssis de la Renault Symbol algérienne importés de Russie

Source : TSA

L'usine de Renault en Russie fournira les châssis en acier galvanisé et peints pour l'assemblage du modèle Symbol (la Dacia Logan sous le nom de Renault) du constructeur en Algérie, indiquent divers médias russes, ce lundi 12 décembre.

Les premiers châssis ont été embarqués le 9 décembre dernier au port de Novorossiysk, pour expédition vers Arzew, proche du site de l'usine algérienne de la marque au losange, indique les mêmes sources. Renault compte fournir un minimum de 1000 châssis à l'Algérie d'ici la fin de l'année, poursuivent plusieurs médias russes.

L'Algérie deviendra l'un des principaux marchés d'exportation, indique le directeur de Renault Russie, Andrei Pankov.

REGIONS

Filière lait à Ghardaïa : une référence

Source : El Moudjahid

La filière laitière s'est développée ces dernières années dans la wilaya de Ghardaïa jusqu'à faire figure de référence, au regard de son essor remarquable. Cette dynamique a été favorisée par l'application des différents dispositifs et mesures incitatives de soutien, l'importation de génisses de races laitières, la modernisation du système d'élevage en équipant les étables de matériels techniques appropriés à la production laitière, l'autonomie alimentaire du bétail par l'encouragement de la production fourragère dans les grands périmètres agricoles au sud de la wilaya, riches en potentiel hydrique et favorable à l'agriculture irriguée sous pivot, ainsi que par la mise en place d'un système de collecte du lait cru. Malgré les aléas climatiques, l'élevage laitier occupe une place prépondérante dans la structure sociale et l'économie locale des habitants de la wilaya de Ghardaïa où l'élevage traditionnel était déjà l'une des principales activités de la population avec un nomadisme très répandu, avant que des investisseurs de la région de Guerrara se lancent dans l'agropastoral et créent une

première mini-laiterie en 1998, selon les informations recueillies auprès des services vétérinaires de la wilaya. Après le succès indiscutable réalisé par cette mini-laiterie dans la région de Guerrara, devenue ensuite le bassin laitier de la wilaya, sept autres laiteries ont été créées depuis et la production de lait cru y est passée de 2.535.312 litres de lait naturel cru en 2000 à plus de 8.634 762 de litres en 2011, pour atteindre les 10.718.523 litres en 2015, soit une augmentation de plus de 500 %, a-t-on fait savoir. Selon les explications du responsable des statistiques à la direction des services agricoles (DSA), Khaled Djebrit, cette évolution positive de la production laitière dans la wilaya de Ghardaïa résulte de plusieurs facteurs aidants, mis en place par les pouvoirs publics au profit des éleveurs qui ont rompu avec le mode traditionnel pour s'impliquer davantage dans la filière laitière génératrice de revenus.

Les éleveurs encouragés à s'intégrer dans le processus de production

Les mesures incitatives mises en place par l'Etat ont encouragé de nombreux éleveurs de la région à s'intégrer dans le processus de production de lait et ont également poussé les industriels et autres agriculteurs privés à investir dans la filière lait et l'aliment de bétail. L'élevage bovin a connu une remarquable augmentation et ce, par l'augmentation du nombre d'éleveurs, l'achat de génisses d'importation et aussi par l'encouragement, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) à s'orienter vers l'agriculture, a-t-il fait remarquer. La diversification et l'intensification de la production céréalière, du maïs et de la luzerne, dans les régions de Hassi-Lefhal et El-Menea au sud de Ghardaïa et à Guerrara au Nord, a été un choix stratégique pour répondre aux multiples attentes de la filière lait en pleine mutation, a souligné de son côté le président de

l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) à Ghardaïa, Hadj Kada. Cela a permis aux grands agriculteurs d'aborder de manière professionnelle le développement de leurs produits et l'optimisation des circuits de commercialisation de l'aliment de bétail et de s'intégrer également dans le circuit de la filière lait, a-t-il ajouté. L'effectif des vaches laitières est passé de 1.600 en 2009 à 3.000 en 2015, tandis que le cheptel caprin laitier est estimé actuellement à plus de 86.000 chèvres et le cheptel camelin laitier à 5.275 chamelles, d'après les statistiques de la DSA de Ghardaïa. Cet effectif de bétail laitier, toutes espèces confondues, a produit quelques 12 millions de litres de lait cru «bio» en 2015 dans la wilaya de Ghardaïa qui ambitionne d'accroître la production de lait, signale-t-on à la DSA.

Le quai d'accostage de Cap Falcon réceptionné en juin 2017

Source : Le Quotidien d'Oran

Les travaux de réalisation d'un embarcadère à hauteur de la plage Les Dunes, à mi-chemin du village de Cap Falcon, dans la commune d'Aïn El-Turck, avancent à un rythme soutenu, a-t-on constaté hier sur place. L'entreprise chinoise chargée du projet s'attèle à livrer le chantier dans les délais contractuels. Selon des sources proches de la commune, le projet sera achevé avant la prochaine saison estivale. Il y a lieu de noter que cet ouvrage a nécessité un apport de 47 milliards pour financer les travaux de réalisation ainsi que d'une enveloppe de 8 millions de dinars pour son étude qui a été confiée à la société étatique Méditram. Les travaux de réalisation ont été confiés à une entreprise chinoise, indique notre source. Il importe de noter qu'il s'agit d'une liaison maritime reliant le port d'Oran à partir du quai Béni-Saf, qui fait l'objet d'aménagements pour ce besoin, et la plage Les Dunes, près de Cap Falcon, d'une

cadence de 10 rotations par jour. Celle-ci sera opérationnelle dès l'été prochain, a encore ajouté notre source. Cette navette maritime sera assurée par des bateaux pouvant transporter jusqu'à 300 personnes. Notons également dans ce registre que le transport des voyageurs de cette liaison maritime sera assuré à travers la mise à disposition de bus qui assureront la navette entre l'embarcadère et Aïn El-Turck. Cette louable initiative a été décidée, d'une part dans le cadre de la promotion du secteur du tourisme dans la région côtière d'Aïn El-Turck et d'une autre part pour tenter, un tant soit peu, de désengorger la circulation automobile sur son réseau routier extrêmement saturé durant la saison estivale en raison du considérable rush de véhicules des millions de vacanciers, de différentes régions du pays, dont le nombre a nettement augmenté au cours de la dernière saison estivale pour atteindre les 20 millions d'estivants qui ont convergé vers les plages de cette côte. Ce volet a pesé sur la décision de la réalisation d'un embarcadère qui était prévu dans un premier temps quatre années auparavant à la petite crique de La Madrague, à quelques encablures du village de Cap Falcon. L'étude de faisabilité qui a été effectuée à cette époque par une société étatique n'aurait finalement pas donné l'aval pour la réalisation de cet ouvrage en ce lieu en raison des difficultés d'accès ayant été relevées sur le terrain accidenté dans cette crique.

Tlemcen: La production de poisson en hausse

Source : Le Quotidien d'Oran

La production halieutique totale arrêtée au 07 décembre a augmenté d'environ 10% par rapport à 2015, soit une production de 11.065 tonnes, a-t-on appris auprès de la direction de la pêche et des ressources halieutiques de Tlemcen. «Cette hausse est

justifiée par l'augmentation de l'effort de pêche d'une part, et par le respect de la période de repos biologique d'autre part.

De Marsat Ben M'hidi à l'ouest jusqu'à Ourdania à l'est, le littoral de la wilaya s'étire sur 74 km. Cette partie de la côte couvre le territoire de quatre daïras, Marsat Ben M'hidi, Bab El Assa, Ghazaouet et Honaine. De par sa proximité avec le détroit de Gibraltar qui est favorisé par les courants froids de l'Atlantique, le plateau continental de Tlemcen est l'une des zones les plus poissonneuses du pays. La wilaya dispose d'une biomasse halieutique de l'ordre de 52.568 tonnes avec un stock de pêche de 520 tonnes par an», a indiqué hier M. Derouiche Kouider, directeur de la pêche et des ressources halieutiques de Tlemcen, soulignant que la pêche représente un atout non négligeable pour le développement local. Les capacités de production se composent de 282 unités de pêche professionnelle toutes catégories confondues, à savoir 81 chalutiers, 60 sardiniers et 141 petits métiers ainsi que des centaines de plaisanciers qui activent régulièrement dans la pêche. Cette flotte constitue une source de revenu pour environ 15.000 familles.

Pour ce qui est du collectif marin, le nombre embarqué est passé de 2194 en 2005 à 2845 en 2016. Selon M. Derouiche, cet outil de production trouve son soutien dans les différentes infrastructures portuaires du littoral de la wilaya, dont notamment le port mixte commerce-pêche de Ghazaouet qui abrite la quasi-totalité de la flottille, l'abri de pêche de Honaine et le port de pêche et de plaisance de Marsat Ben M'hidi. «Ces trois infrastructures ont été renforcées par deux grands projets.

Le premier est l'extension de l'abri de pêche de Honaine réalisée par COSIDER pour améliorer les conditions

d'accès et augmenter les capacités d'accueil. Il accueille désormais 150 unités : 15 chalutiers-sardiniers, 71 petits métiers et 64 plaisanciers. Le deuxième projet est le port de pêche de Sidna Youchaa dont la réalisation a été confiée au groupement CosiderTp-Cyes Infrastructuras pour un délai de 40 mois. Le taux d'avancement du projet lancé en 2013 est d'environ 70%. Sa capacité d'accueil est de 295 unités soit : 10 thoniers, 65 chalutiers, 70 sardiniers et 150 petits métiers.

Par ailleurs, M. Derrouiche a souligné que pour l'aquaculture, la wilaya de Tlemcen dispose à Maârouf (commune de M'sirda Fouaka) d'une zone d'activité aquacole de 14.719m² pouvant contenir plusieurs investisseurs. «Dans le cadre du programme de soutien à la relance économique, un projet d'un coût global de 250 millions de DA a vu le jour à Agla (Commune de Beni Khellad). La capacité de production de cette ferme, qui emploie 42 saisonniers et 14 permanents est de 600 tonnes/an. La subvention octroyée par l'Etat est de l'ordre de 122 millions de DA, pour l'élevage de loup de mer et de la daurade royale en cages flottantes.

A noter que trois autres projets sont en cours de réalisation, l'un dans la zone d'activités de Sidi M'barek, commune de Beni-Boussaïd, dédié à l'algoculture avec une production annuelle prévisionnelle de 10 tonnes de spiruline. Les deux autres projets d'élevage de loup de mer et de daurade royale, encore au stade de l'étude, sont situés à Sidna Youchaa (Commune de Dar Yaghmoracen). La production prévisionnelle annuelle est de l'ordre de 600 tonnes chacun.

[Marché de gros des Eucalyptus: Un bénéfice de 25 mns de DA réalisé à décembre 2016](#)

Source : Transaction d'Algérie

L'Entreprise de Gestion du marché de gros des fruits et légumes des Eucalyptus (Alger) a réalisé jusqu'au 4 décembre 2016 un chiffre d'affaires de l'ordre de 151 millions DA, et un bénéfice d'un montant de 25 millions DA, a-t-on appris auprès du directeur général de l'entreprise.

Le bénéfice réalisé par l'entreprise atteste de "sa dynamique et de son efficacité", a indiqué à l'APS M.Youcef Mestouri qui rappelle que l'entreprise a réalisé un bénéfice de 11 millions DA en 2015 et de 6 millions DA en 2014. Rassurant les citoyens quant à la disponibilité des fruits et légumes durant le Mawlid Enabboui, le même responsable a indiqué que les prix ne connaîtront aucune flambée à l'exception de quelques aliments dont l'augmentation ne dépassera pas les 10 DA. Selon la même source, cette "légère" flambée des prix est due à l'indisponibilité de certains légumes durant l'intersaison à l'instar des carottes, betteraves, concombres, courgettes, oignons, et de quelques fruits tels que les "bananes" qui connaissent une augmentation de prix en raison du système de "quota" imposé à leur importation. Concernant l'application de la décision de "fusion" entre l'entreprise de gestion du marché de gros des fruits et légumes des Eucalyptus et l'entreprise de gestion des abattoirs et de la pêche, approuvée le mois d'avril par les services de la wilaya, le même responsable a fait savoir que l'opération avance "progressivement" en attendant le parachèvement des procédures réglementaires relatives à la nouvelle structure qui se feront sur trois étapes, la première prendra fin au cours du mois de décembre et concerne l'inventaire des équipements de l'entreprise. La deuxième étape portera sur l'application de la décision relative à la création de "l'entreprise de gestion des infrastructures et des activités

commerciales de la wilaya d'Alger" et le changement des statuts de gestion de l'entreprise conformément à la nature de la nouvelle décision de fusion et sa nature juridique et réglementaire, quant à la troisième étape il sera procédé à la modification du registre de commerce pour aboutir à la fusion définitive, précise le même responsable. L'objectif de la décision de fusion est de mettre en place "un marché pilote" dédié aux "fruits et légumes" et aux "viandes rouges" à Alger, cette structure, première du genre au niveau national, s'inscrit dans le cadre des mesures visant à rationaliser les dépenses publiques par une meilleure gestion des services publics et l'unification de leurs moyens, précise M.Mestouri. La superficie actuelle du marché ne suffit plus à accueillir les différents agents et opérateurs et nécessite une extension à l'avenir, relève le même responsable soulignant que la marché est bâti sur une superficie de 6,4 hectares dont le tiers est exploité pour usage administratif et les deux tiers réservés à l'exposition et au stationnement des véhicules. Créée en 1997, l'entreprise de gestion du marché de gros des fruits et légumes des Eucalyptus est dotée de trois dépôts d'une superficie globale de 80 m² pour les commerçants et agents au niveau du marché et d'un parking d'une superficie de 8400m².